

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE
ab64@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPI AERO

61 avenue de Tréville
64 130 Mauléon-Licharre

Références : Ubd40-64/2026D
Code AIOT : 0005206797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SPI AERO implanté 67 AVENUE DE TREVILLE 64 130 Mauleon-Licharre. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-6791/2024/018 du 25 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPI AERO
- 67 AVENUE DE TREVILLE 64130 Mauleon-Licharre
- Code AIOT : 0005206797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPI AERO est autorisée par l'arrêté préfectoral n°6797/2021/013 du 03 décembre 2012 à exploiter une installation de traitement de surface sur la commune de Mauléon-Licharre.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 03/12/2012, article 5	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 décembre 2012 sont respectées. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-6791/2024/018 du 25 septembre 2024 peut être levé, et l'arrêté préfectoral n° 6797/2025/84 du 03 septembre 2025 ordonnant le paiement d'une astreinte administrative abrogé.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2012, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors d'une visite d'inspection en date du 13 juin 2024 il avait été constaté que l'exploitant a apporté depuis 2012 des modifications à ses installations sans les avoir portées à la connaissance du préfet. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 25 septembre 2024, de se conformer aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2012. Le 28 août 2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas déféré à la mise en demeure. Il a été pris, par arrêté préfectoral du 3 septembre 2025, une sanction administrative consistant à rendre l'exploitant redevable d'une astreinte applicable, à compter du 1 ^{er} janvier 2026, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure. Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026 que l'exploitant a déposé le 28 décembre 2025 un dossier de demande d'autorisation environnementale. Ce dossier répond aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2012. Il est proposé les deux suites administratives suivantes : 1. de lever l'arrêté de mise en demeure du 25 septembre 2025 ; 2. d'abroger l'arrêté préfectoral du 03 septembre 2025 ordonnant le paiement d'une astreinte administrative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure